

SAMIR AMIN

Marchés émergents, nations émergentes

1

Le vocable « émergent » a été donné en pâture par la Banque Mondiale il y a quelques années. Cet instrument des puissances impérialistes historiques (les Etats Unis et leurs alliés désormais subalternes européens et japonais) opère comme leur Ministère de la Propagande. Il orchestre les campagnes d'intoxication idéologique successives nécessaires pour donner l'apparence de légitimité au déploiement des stratégies mises en œuvre par les monopoles majeurs mondialisés et financiarisés (en termes vulgaires, les grandes « multinationales ») aux postes de commande politique aux Etats Unis, en Europe et au Japon. L'usure rapide de ce type de discours successifs – dont les promesses sont toujours démenties dans les faits – impose d'opérer sur le modèle de la « mode », par le renouvellement des mots employés pour désigner – ou cacher – toujours la même chose.

La Banque Mondiale a donc lancé l'idée de « marchés émergents » ; et le choix du substantif de « marchés » n'est pas neutre. Depuis quatre décennies (exactement à partir de 1975) les taux de croissance des économies de la triade impérialiste (Etats Unis, Europe, Japon) se sont effondrés. Autrement dit l'expansion des marchés que ces économies constituent n'opère plus qu'au ralenti. Le reconnaître, c'est-à-dire accepter de parler de crise longue et sérieuse risquait de jeter le doute sur la capacité du capitalisme à répondre aux attentes simples des peuples : l'amélioration de leurs conditions de vie. La Banque Mondiale fait alors observer qu'ailleurs que dans les pays de la triade (les « vieux pays ») on relevait souvent des taux de croissance honorables, parfois exceptionnellement élevés (en Chine). Croissance du PIB égal évidemment expansion des marchés, au moins dans la dogmatique économique simplifiée dont se nourrit la « pensée » (la misérable non-pensée en fait) de la Banque Mondiale. Le système monde n'est donc pas en crise, seuls les « pays vieux » le sont, pour le moment. Il y a des « marchés émergents » ; à tous de savoir en tirer profit, en premier lieu aux multinationales des pays vieux.

Ce thème nouveau de propagande flattait donc les « nouveaux venus » d'Asie et d'Amérique latine (on ne parlait pas encore, à l'origine de ce discours, de marchés africains émergents). On comprend le succès de cette qualification nouvelle auprès des pouvoirs des pays du Sud concernés. La Banque Mondiale a donc décidé d'exploiter cet enthousiasme en décernant des « certificats d'émergence » à tout le monde, à tous les pays d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, sauf à quelques-uns (la Corée du Nord, la Birmanie un temps, le Venezuela de Chavez, Cuba bien entendu) les brebis galeuses parce qu'elles ne consentent pas à s'ouvrir inconditionnellement à la mondialisation.

2

L'idée de « marchés émergents » n'apporte rien de nouveau. Cinquante ans plus tôt, Rostow, en 1960, parlait des « étapes de la croissance », du « décollage » - possible, probable, peut-être même heureusement fatal – pour tous les pays « en retard ». Rostow n'était pas n'importe qui : conseiller à la Présidence des Etats Unis et responsable de la formulation des stratégies de la CIA, il affichait un antimarxisme (sous-titre repris dans son livre) et un anticommunisme virulents.

Il tenait à accréditer l'idée que le capitalisme consacrait la « fin de l'histoire », que ce système parvient et parviendrait de mieux en mieux à régler tous les problèmes de l'humanité. L'option marxiste, socialiste, communiste, nationale, n'était donc qu'une aberration. Il fallait donc la combattre par tous les moyens, y compris l'agression militaire. C'est pourquoi Rostow, comme son collègue Mac Namara (lui aussi dirigeant de la CIA), appelait à bombarder le Vietnam pour le « ramener à l'âge de pierre » (leurs propres termes). Qualifier ces gentlemen d'auteurs de « crimes contre l'humanité » devrait aller de soi. N'empêche ; un peu plus tard l'humaniste Mac Namara a été propulsé à la tête de la Banque Mondiale pour booster une nouvelle stratégie de développement !!!

Pour ma part j'avais – dans ma thèse de doctorat (1957), écrite trois ans avant que ne paraisse le Manuel de Rostow (toujours fortement recommandé dans les Universités !) – démontré que la théorie des étapes de la croissance (fondée sur l'idée que le sous-développement est un retard dans le temps, et que le rattrapage par le développement dans le capitalisme était nécessaire et possible) ne reposait sur aucun fondement ni scientifique, ni empirique. Elle était démentie dans les faits dont j'examinais la réalité et la portée par leur examen empirique, tant pour ce qui concernait la période actuelle (à l'époque de l'écriture de la thèse) que dans son déploiement historique, des XVIe au XXe siècle inclus. A partir de cet examen empirique je formulais une contre théorie, affirmant que « développement et sous-développement constituent l'endroit et l'envers de la même réalité : le déploiement mondialisé du capitalisme ». Je ne formulais donc pas ma thèse à partir de la seule critique interne de la théorie dominante qui circulait (et que Rostow n'a fait que « faire connaître ») mais à partir de la réalité empirique, contemporaine et historique.

« Etapes de la croissance », « marchés émergents » procèdent de la même para-théorie économiste outrageusement simplifiée, qui ne sait pas (et ne veut pas) distinguer les concepts synonymes de croissance et d'expansion des marchés d'un concept éventuel de développement de la société. Penser en termes de développement de la société implique nécessairement l'articulation dans un ensemble théorique cohérent de la croissance (mesurée par celle du PIB faute de mieux), du progrès social, de l'affirmation de l'autonomie de la nation concernée dans ses rapports aux autres, de la transformation des modes de gestion du pouvoir politique. Le terme même de « développement » (terme que j'emploie, faute de mieux, et parce qu'il est d'usage courant), n'a de sens que s'il produit une amélioration des conditions de vie de tous, de toutes les classes ou catégories sociales et autres (entre autre

hommes et femmes, nationaux et immigrés, jeunes et adultes etc.). Une croissance dont les bénéfices ne reviennent qu'à une minorité, voire à une majorité mais n'en exclut pas moins des tranches importantes de défavorisés, n'est pas développement. On peut même être plus exigeant et considérer que l'amélioration des conditions de tous n'est valable que si celle-ci s'inscrit elle-même dans une perspective de réduction des inégalités.

On doit aller plus loin que l'examen de la seule facette économique du problème. Le monde est constitué de nations et d'Etats et probablement demeurera fondé sur cette base encore longtemps. Il est donc nécessaire que le développement en question permette aux nations (et non aux marchés) « émergentes » (si on emploie ce terme) de s'affirmer avec une force grandissante dans le système mondial des nations et des Etats. Qu'il leur permette de devenir des agents actifs dans le façonnement de la mondialisation ; qu'il mette un terme au contraste qui oppose les Etats actifs, qui façonnent le monde, aux Etats condamnés à s'y ajuster de manière unilatérale, asymétrique et passive.

Encore plus loin : on peut exiger que ce développement matériel (des capacités de production) constitue le socle d'un progrès politique, entendu comme participation active et de plus en plus décisive des peuples (et singulièrement des classes populaires majoritaires) dans la prise de décision à tous les niveaux de la vie sociale et politique. Une belle définition de la démocratisation entendue comme processus continue, et probablement sans fin.

Définir de la sorte le concept de développement appelle des débats intellectuels, politiques, idéologiques gigantesques, certes, mais certainement autres que les misérables faux débats des économistes conventionnels de la croissance.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer, entre autre, la pensée marxiste et toutes les lectures historiques qui ont inspiré sa mise en œuvre sur le terrain de la transformation du monde. Mais tout également d'autres pensées/actions, comme celles qui ont animé les luttes des travailleurs en Occident – la social-démocratie historique - ou celles qui ont fourni leurs fondements aux luttes de libération nationale des pays des trois continents (Asie, Afrique, Amérique latine et Caraïbes) – *Ref 1*.

Je mentionne seulement ici ces questions fondamentales qui concernent simultanément la théorie et la pratique politique et sociale, la pensée abstraite théorique et l'examen minutieux et empirique de la réalité dont elle procède et à laquelle elle retourne pour s'y confronter en permanence. Cela n'est certainement pas l'objet de cette intervention que d'y revenir. Ces questions, et la méthode de leur traitement (praxis, théorie et analyse concrète empirique), ont été l'objet de tous mes efforts d'écriture depuis ma thèse de 1957 jusqu'à ce jour (2016).

Ces questions n'intéressent pas les « experts » de la Banque Mondiale ; elles sont rigoureusement étrangères à leur mode de pensée, et sont encore davantage étrangères à leurs préoccupations et aux objectifs de leurs interventions.

La Banque Mondiale non seulement fuit ces questions (l'émergence des nations, leur ambition de devenir des acteurs actifs dans le monde, les questions de justice sociale auxquelles tiennent les classes populaires, le contenu et les moyens d'avancées dans la démocratisation),

mais encore elle tient leur prise en compte pour néfaste. Et celle-ci est effectivement néfaste du point de vue des objectifs réels de la Banque Mondiale. Le renforcement de la puissance politique et de l'autonomie des nations émergents, la réalisation d'avancées sociales constituent des obstacles à la poursuite de la domination des « multinationales » de la triade.

La Banque Mondiale s'intéresse à l'expansion des marchés solvables. Elle se félicite donc de la montée des classes et couches moyennes dans le Sud contemporain quand bien même celle-ci s'accompagnerait par la paupérisation des majorités populaires, que les stratégies de « développement » mises en œuvre sur ses conseils implique. Elle se contente alors – contrainte de constater la paupérisation en question – de passer de la pommade sur les corps endoloris. Elle propose dans cet esprit des « plans de réduction de la pauvreté » qui ignorent les causes de celle-ci, précisément les politiques du néo-libéralisme imposées !

Un bel exemple de cette contradiction est fourni par le soutien du néolibéralisme aux politiques systématiques de destruction des économies paysannes du Sud, au bénéfice de l'agro-business international et du renforcement de minorités de paysans riches et de grands propriétaires. Ces politiques ont pour conséquence inéluctable une paupérisation accélérée à l'échelle de centaines de millions de victimes paysannes. Je ne peux ici que renvoyer le lecteur à ce que j'ai moi-même écrit sur le sujet, avec quelques autres. *Ref 2*.

L'objectif est d'exploiter l'opportunité que représente l'expansion des marchés du Sud pour permettre la reprise de l'accumulation dans les centres impérialistes historiques. En un mot : émergence des marchés par la submersion parallèle des peuples et des nations.

3

L'émergence des nations est une toute autre affaire, qui n'a que peu à voir avec l'émergence des marchés style Banque Mondiale.

L'expansion mondiale du capitalisme ayant toujours été, et demeurant, polarisante et impérialiste par nature, les peuples et les nations contraints à la soumission aux exigences de l'accumulation accélérée du capital dans les centres du système ont réagi très tôt et tenté de s'imposer en qualité de partenaires indépendants au façonnement de l'histoire moderne. Il s'agissait donc de projets d'émergence, au sens sérieux du terme, de nations dont certaines ne sont pas « nouvelles », mais comptent parmi les plus anciennes (la Chine, l'Égypte, l'Iran et d'autres).

Le projet d'émergence de l'Égypte avance avec succès pendant les deux premiers tiers du XIXe siècle, de Mohamed Ali (1805) au milieu du règne du khédiva Ismaël (1875). Il n'a été battu que par l'intervention financière puis militaire de la puissance impérialiste majeure de l'époque, la Grande Bretagne. En Chine la révolution des Taipings (1855-1865), les réformes de l'impérialiste Tseu Hi à la fin du siècle, Sun Yat Sen et le Kuo Min Tang, les Communistes chinois constituent les étapes successives de ce combat pour la ré-émergence de la Chine moderne. Une confrontation continue avec l'impérialisme occidental et japonais, qui se poursuit aujourd'hui dans des formes renouvelées. Atatürk, Reza Shah, les nationalismes

arabes (le nassérisme, les partis Baas, le FLN algérien) sont également d'évidence des projets de reconstruction nationale et d'émergence. *Ref 3.*

La révolution socialiste russe doit également être replacée dans ce cadre plus large du combat de libération des peuples et des nations des périphéries du capitalisme mondialisé.

J'ai analysé la période de Bandung (1955-1985) précisément comme l'expression d'une large alliance des peuples, des nations et des Etats d'Asie et d'Afrique en lutte pour leur libération des formes de la mondialisation de l'époque. Une alliance qui a donc très naturellement trouvé un écho favorable et le soutien de l'Union soviétique : l'alliance de l'Est et du Sud non pas contre le Nord, mais contre la mondialisation dominée par l'impérialisme historique de ce Nord. L'analyse que je fais de l'expansion mondiale du capitalisme élève donc le combat des peuples et des nations des périphéries au rang de facteur majeur de la transformation du monde moderne. *Ref 4.*

Les succès – et non les échecs – bien que limités et relatifs, comme toujours dans l'histoire de l'humanité, ont été remarquables. Mais les avancées ont toujours été inégales, suivies de reculs. Minées par leurs contradictions internes – et par la majeure de celles-ci, qui oppose les espoirs populaires, potentiellement socialistes (« émerger en sortant du capitalisme ») aux ambitions des bourgeoisies locales en place ou en devenir (« éviter la dérive socialiste ») elles ont été finalement mises en déroute, provisoire, à la fin du XXe siècle.

Les avancées de Bandung ont bénéficié à toutes les nations concernées : l'Afrique subsaharienne n'aurait probablement pas reconquis son indépendance aussi rapidement sans Bandung, le Gabon n'aurait pas pu engranger la rente pétrolière sans Bandung. La preuve en est donné à contrario par la misère du Niger, pourtant troisième producteur mondial d'uranium, auquel le néolibéralisme de l'impérialisme triomphant interdit de percevoir une part raisonnable de la rente minière en question (je renvoie ici à l'analyse que j'ai proposée concernant le sort de ce pays). *Ref 5.*

Les tristes réalités du moment actuel expriment-elles l'impossibilité absolue, définitive des ambitions aberrantes des peuples des trois continents ? « La fin de l'histoire » ? Je ne le crois pas ; car dans les faits on voit déjà se dessiner une vague nouvelle de combats engagés par les nations du Sud et de l'ex Est, contre la mondialisation en place, qui prennent la forme de projets souverains d'émergence. La Banque Mondiale a conçu sa campagne idéologique désignée sous le nom de « l'émergence des marchés » précisément pour éviter que les projets souverains des nations concernées prennent consistance et avancent. Il s'agit d'un contre feu destinée à alimenter les illusions sur une possible émergence dans le capitalisme mondialisé contemporain, en misant sur la contradiction interne majeure qui caractérise toutes les luttes d'émancipation, d'hier et d'aujourd'hui.

Un bilan provisoire des avancées (et des reculs) des premières années de déploiement de cette seconde vague de combats s'impose. Je m'y suis associé, avec d'autres. Mes premières conclusions sont les suivantes :

(i) La Chine est au cœur des débats. Pas par hasard, puisque les options qui sont les siennes fondent l'expérience la plus courageuse de mise en œuvre d'un nouveau projet souverain. Ce projet demeure néanmoins fondé sur une contradiction qu'on peut exprimer de deux manières différentes mais complémentaires. *Ref 6*.

Première formulation de la question : s'agit-il d'un projet d'émergence dans le système mondial, accepté pour ce qu'il est, et par les moyens traditionnels du capitalisme (propriété privée et liberté d'entreprise etc...), avec peut être au mieux quelques nuances (négociations serrées avec les puissances dominantes, les Etats Unis en premier lieu ; concessions sociales aux classes populaires) ? Ou d'un projet d'émergence conscient de son conflit avec la logique de déploiement du capitalisme impérialiste contemporain ?

Seconde formulation de la question : s'agit-il d'un projet d'intervention active de l'Etat se donnant l'objectif de devenir celui de la bourgeoisie chinoise en construction ? Autrement dit l'évolution du Parti Communiste en direction d'une sorte de Kuo Min Tang qui aurait réussi ? Ou d'un projet qui resterait axé sur une dimension populaire authentique ? Les politiques de soutien à la renaissance de l'économie paysanne mises en œuvre plaident en faveur de cette seconde hypothèse.

On voit ainsi, dans le cas de la Chine mieux qu'ailleurs peut-être l'enchevêtrement entre d'une part la dimension sociale du projet et les luttes de classes qui se déploient dans ce cadre et d'autre part sa dimension internationale.

Cette manière de poser la question est celle qu'un bon nombre de camarades chinois, Tony Andréani et moi-même avons choisie pour cadre de nos débats. Elle tranche avec d'autres discours, qui fournissent la matière à des publications à grand succès (commercial), et qui posent la question suivante : les « vieilles » puissances (Etats Unis, Europe, Japon) qui ont dominé les XIXe et XXe siècles, épuisées, déclinantes, sont-elles sur le point de céder la place à une nouvelle mondialisation, dominée par « l'Asie » (la Chine et l'Inde), et peut-être même l'Amérique du Sud (le Brésil) ? Ce genre de propos, faciles et gratuits, peut certainement donner matière à des *best sellers* écrits par des essayistes, ou même à quelques recherches académiques sérieuses, ou hallucinatoires. Ils peuvent flatter la vanité de certains dirigeants chinois ; mais aussi par là même renforcer les réponses de droite aux questions que nous avons posées. Ils peuvent également servir en Occident de mobilisateur de l'opinion contre le « nouveau péril jaune » et donner ainsi légitimité apparente aux guerres d'agression de l'OTAN. En tout cas ils ne constituent pas la matière de nos débats.

(ii) L'Inde, le Brésil, la Russie, l'Afrique du Sud – les autres membres du groupe des BRICS – constituent un autre thème privilégié dans les débats contemporains. On pourrait y ajouter la discussion de quelques autres expériences de succès économique apparent d'autres pays – le Mexique, la Turquie, la Thaïlande et la Malaisie. Ici la tonalité dominante est celle définie par l'idéologie du néolibéralisme : il s'agirait d'exemples de succès de la « mondialisation heureuse ». Les analyses que j'ai proposées sur ces expériences en cours sont plus nuancées dans leurs conclusions. La Russie hésite entre la soumission – destructrice

– à la mondialisation en place (point de vue défendue par l’oligarchie comprador) et un projet de renaissance par la voie de la reconstruction d’un capitalisme d’Etat souverain. Les projets de l’Inde et du Brésil ne sont que des projets souverains tronqués et désossés. L’Afrique du Sud n’est pas engagée sur la voie d’une émergence quelconque. Pas plus sans doute que d’autres pays dont les « histoires à succès » (les *successful stories*) rappellent les miracles sans lendemain d’hier. *Ref 7.*

(iii) J’ai consacré quelques écrits récents au drame des « émergences avortées » des grandes nations du Moyen Orient musulman – l’Egypte, la Turquie, l’Iran. Avortement dramatiques parce qu’ils ont créé le terrain favorable à l’essor de la solution illusoire de l’Islam politique réactionnaire surnoisement et parfois ouvertement soutenu par les Puissances impérialistes – faute de mieux et craignant par-dessus tout un renouveau « nationaliste » honni – en dépit de leurs dérives terroristes prévisibles. *Ref 8.*

4

Comment formuler la question de l’émergence dans les conditions actuelles de l’Afrique subsaharienne ?

La Banque Mondiale décerne depuis quelques années des certificats de complaisance flatteurs : l’Afrique émergente, l’Afrique continent de l’avenir. L’objectif poursuivi n’est certainement pas de soutenir la mise en route de projets africains souverains. Mais, à son opposé, d’enfermer davantage les pays du continent dans la voie néolibérale sans issue, en laissant croire que celle-ci ouvre la route de l’émergence, alors qu’elle la ferme. D’ailleurs « l’émergence » proposée par la Banque et ses comparses, notamment de l’Union Européenne, ne parle jamais d’industrialisation du continent, considérée comme contraire à la « vocation de l’Afrique » (racisme oblige !). La lecture des papiers publiés par les hommes politiques et les journalistes étatsuniens est sur ce point fort instructive. L’avenir lumineux de l’Afrique repose sur ses ressources naturelles abondantes, pétrolières, minérales, terres agricoles, soleil et eau. Il s’agit donc d’ouvrir la voie au pillage de ces ressources par les multinationales occidentales. Rien de plus.

L’Afrique indépendante n’a dans l’ensemble pas rompu avec le mode d’insertion dans le système mondial que la colonisation avait façonné. Le terme de « néo-colonial », naguère en vogue dans les gauches du mouvement de libération nationale, était parfaitement justifié. J’ai, pour ma part, trouvé cette qualification « modérée », le modèle étant en réalité paléo-colonial, avec les plans d’ajustement structurel imposés par le néolibéralisme à partir des années 1980.

Tous les gouvernements du continent, depuis, acceptent – bon gré, malgré – le diktat de cette forme de mondialisation. Plus grave même, les mouvements de révolte populaire contre les conséquences sociales désastreuses du système, ne donnent pas l’impression d’être conscients que le néolibéralisme économique est à l’origine du drame.

La situation pourrait être considérée de ce fait désespérante. A mon avis elle l’est moins qu’elle ne le paraît. L’histoire des cinquante dernières années en témoigne : les peuples, et même jusqu’à un certain point les Etats africains, n’ont jamais considéré leur soumission

comme devant être définitive. Les tentatives de sortir des ouvrières néocoloniales par des projets souverains nationaux et populaires se sont multipliées sans cesse sur ce continent, dont le compte rendu a constitué la matière de mon livre *L'Eveil du Sud* (2008), mise à jour dans mes *Mémoires* (2015). Ref 9.

J'ai relu récemment ce que j'écrivais au terme de la première décennie des indépendances : *Trois expériences africaines, le Mali, le Ghana, Guinée* (1965), *Le Développement du capitalisme en Côte d'Ivoire* (1967), *L'Histoire économique du Congo* (1969). Comme j'ai relu le compte rendu critique qu'en proposait Aidan Foster Carter sous le titre évocateur de *The Empiricist Samir Amin* (1982). Mes conclusion pourrait paraître tristes : mes prévisions ont été confirmées par l'histoire (ma thèse des « miracles sans lendemain » comme celui de la Côte d'Ivoire à laquelle la Banque Mondiale a cru nécessaire de répondre par un rapport « prouvant » qu'en 1985 la Côte d'Ivoire aurait dépassé la Corée du Sud – lecture à faire mourir de rire !), mon appréciation sévère des tentatives d'émergence, plaçant l'accent sur les faiblesses dès l'origine de leurs conceptions et de leurs pratiques n'a pas non plus été démentie. Les avancées ont donc toujours été suivi de reculs prévisibles (je renvoie ici encore à *L'Eveil du Sud*). La thèse générale que je formulais dans *L'Afrique de l'Ouest bloquée* me paraît toujours essentielle pour comprendre l'histoire de l'Afrique des dernières soixante années : le modèle du « développement » colonial avait déjà épuisé son potentiel avant même la reconquête par les peuples africains de leur indépendance politique. Les colonies qui avaient été mises en valeur (ce terme de « mise en valeur » qu'utilisaient les pouvoirs coloniaux est d'ailleurs bien plus correct que celui de « développement ») avant les autres (comme le Sénégal ou la Gold Coast – devenu le Ghana – le Dahomey, devenu Bénin, le Togo), essoufflées, enfermées de ce fait dans l'impasse, nous offraient l'image de ce qu'allait forcément devenir les nouveaux venus à ce modèle de développement (la Côte d'Ivoire, le Kenya, la Malawi), c'est-à-dire s'enfermer à leur tour dans la même impasse. *Note A*.

Le diagnostic que je fais aujourd'hui des causes des impasses du développement en Afrique ne serait pas différent de celui que je dressais il y a quarante ans dans *L'Afrique de l'Ouest bloquée* (c'est pourquoi j'avais donné comme sous-titre à ce livre « l'économie politique de la colonisation, 1880-1970 »). L'Afrique a persisté dans cette voie au-delà de 1970, jusqu'à ce jour, en dépit des soubresauts associés aux tentatives de sortir de ces ornières. Je ne me réjouis pas de cette constatation fort triste ; elle rappelle que l'Afrique a perdu 60 ans en suivant les conseils de la Banque Mondiale et de l'Europe.

Alors, rien à faire ? L'Afrique condamnée à jamais ? Non seulement cette seule idée m'est insupportable, comme elle l'est certainement pour tous les Africains ; mais encore elle me paraît sans fondement, théorique et empirique.

Certes les manifestations dramatiques d'involution et de désagrégations totales de sociétés et des Etats, qui sont venues en réponse à la crise du modèle colonial – post colonial épuisé, ne manquent pas : implantation des illusions criminelles portées par l'Islam politique réactionnaire dans les pays du Sahel (Mali, Niger, Tchad) – à partir de ses nouvelles bases offertes par la destruction planifiée de la Lybie (désormais base de Qaïda et de Daesh) –

Boko Aram au Nigeria, les Shebabs en Somalie etc... ; guerres ethniques sans fin (Congo, Rwanda, République centrafricaine) et menaces analogues ailleurs etc.

Ces involutions ne sont pas seulement le produit prévisible de la poursuite insensée des politiques néolibérales, soutenues par le poison de « l'aide » (voir l'analyse que Yash Tandon en a fait). *Ref 10*. Elles sont ouvertement ou sournoisement soutenues par les stratégies politiques déployées dans la région par les Etats Unis et l'Europe. J'ai proposé à cet effet, d'analyser dans cette perspective le projet de *Sahelistan* porté par les Islamistes de la région concernée. *Ref 11*. La réalisation de ce projet saharo-sahélien, analogue à celui de Daesh au Moyen Orient, servirait parfaitement le programme de pillage des ressources naturelles de la région pour le plus grand profit des monopoles impérialistes (je renvoie ici à mon article sur le sujet). Un modèle inspiré par ce qu'est l'Arabie Saoudite : une source inépuisable de fourniture inconditionnelle d'hydrocarbures pour le gaspillage de l'Occident, de ce fait un allié préférentiel, comme on le sait. Les dérives terroristes, prévisibles, ne font pas de poids face aux avantages tirés par l'Occident de ce système. *Note B*.

Mais cette image désolante ne constitue que la moitié du tableau de la réalité. Le foisonnement de mouvements sociaux engagés dans des luttes sociales et politiques, organisés ou pas – mais toujours insuffisamment organisés –, formulant des revendications indiscutablement légitimes, parfois cohérentes et lucides, mais souvent parcellaires, témoigne d'un potentiel réel de radicalisation de visions d'avenir progressistes. Des initiatives nouvelles sont également prises par quelques gouvernements du continent (comme la Zambie ou le Sénégal) mais aussi d'autres à venir, qu'il ne faudrait surtout pas rejeter d'un revers de manche sous prétexte de leur timidité craintive ou des ambiguïtés de leurs formulations premières. Associées à l'ouverture de nouvelles pistes de coopération internationale avec la Chine et d'autres pays du Sud, à la pratique au moins d'une bonne tolérance démocratique à l'égard des mouvements populaires ces initiatives doivent être soutenues. Les peuples africains concernés ont le droit et le devoir de discuter librement des initiatives de leurs gouvernements. Et il appartient aux mouvements populaires dans ces pays de faire les propositions qui conviennent pour permettre la participation effective des classes populaires à la formulation et à la mise en œuvre des projets en question et de contribuer à leur avancée.

Je n'en dirai pas plus. La formulation de projets souverain concrets, des objectifs de leurs phases de démarrage, n'a de sens que si elle est sérieuse, réaliste, adaptée aux conditions et aux possibilités des Etats et des peuples concernés. On ne peut ici que formuler les grandes lignes de la perspective d'émergence souhaitée : marcher sur ses deux jambes, c'est-à-dire s'engager dans l'industrialisation d'une part et redonner vie à l'agriculture paysanne familiale rénovée d'autre part ; s'ouvrir à des partenaires nouveaux du grand Sud (Chine et autres) et au meilleur de ce que la coopération régionale peut permettre ; associer les avancées affirmant la souveraineté nationale à des politiques soucieuses de produire un authentique progrès social pour les classes populaires ; ouvrir des voies nouvelles à la démocratisation de la politique et de la société. Ce ne sont pas les « experts » de la Banque Mondiale ou de l'Union Européenne qui peuvent contribuer à ces formulations. Il faut faire appel d'abord aux meilleurs des penseurs et des acteurs nationaux intellectuels et militants, ensuite éventuellement à d'autres qui – à travers le Grand Sud – peuvent avoir des connaissances utiles à partager. *Ref 12*.

Références :

Les thèses majeures concernant le déploiement mondialisé du capitalisme des monopoles contemporain sont présentées par l'auteur dans leur version la plus récente dans *L'implosion du capitalisme contemporain* (2014), chapitre un (Le capitalisme des monopoles généralisés).

Voir également :

SA, Understanding the political economy of contemporary Africa ; *Africa Development*, n° 1, 2014, Codesria

Ref 1

SA, Popular movements toward socialism ; *Monthly Review*, juin 2014

Ref 2

SA, Agriculture paysanne, agriculture familiale moderne ; in, B Founou (edit), *Réponses radicales aux crises agraires en Afrique* ; Codesria 2015.

Ref 3

SA, *L'implosion du capitalisme contemporain* ; op cité, chapitre deux (Le Sud : Emergence et lumpen développement)

SA, Forerunners of the contemporary world : the Paris Commune and the Taiping Revolution; *International Critical Thought*, N° 2, 2013, Beijing

Ref 4

SA, From Bandung (1955) to 2015 ; *International Critical Thought*, dec 2015, Beijing

Ref 5

SA, Rapport final, Projet Aide au développement, le cas du Niger (rédigé en 2007), rappelé dans SA, *Mémoires* , page 370,(2015).

Anna Bednik, Bataille pour l'uranium au Niger, *Le Monde diplomatique*, juin 2008.

Ref 6

Synthèse la plus récente in : SA, La Chine 2013, *La Pensée*, n°375, Juil sept 2013.

Tony Andreani, Le modèle chinois et nous ; papier présenté aux débats, Beijing 2015.

Ref 7

SA, *La Russie dans la longue durée* ; en cours de publication 2016

Autres pays concernés : cf *L'Implosion du capitalisme contemporain*, op cité

Ref 8

Emergences avortées au Moyen Orient, voir ref 3

Ref 9

SA, *L'Eveil du Sud*, op cité, titre évocateur pour le chapitre deux (Néocolonialisme et socialismes africains), dans lequel je fais une présentation critique des tentatives de pays du continent de sortir des ornières de la mondialisation impérialiste.

Ref 10

Yash Tandon, *En finir avec la dépendance à l'aide* ; Cetim, South Centre, Genève 2010.

Dans la préface à cet ouvrage je reprends les conclusions de notre étude du cas du Niger.

Ref 11

SA, Mali... , site *Pambazuka* 5/2/2013 et 20/2/2013

Ref 12

Voir l'exemple de la Chine , ref 6

Note A

Dans sa lecture de mes écrits anciens Aidan Foster Carter réfute bon nombre des critiques sérieux de mes contributions théoriques, en rappelant que celles-ci sont le produit de recherches empiriques préalables, ignorées par ces critiques. Ces critiques se partagent entre (i) les défenseurs du libéralisme conventionnel (comme Sheila Smith ou Goran Hyden, passé du jour au lendemain du soutien inconditionnel à Nyerere au service de la Banque Mondiale !) qui ont donné en « contre preuve » de mes thèses l'exemple du succès ... du Kenya ! (ii) les porte- paroles de l'Académie Soviétique (Oleg Bogomolov) qui rejettent sans discussion ma critique « déviationniste » de la « voie non capitaliste » (iii) des académiques anglo saxons d'obédience trotskyste qui considèrent que la seule révolution socialiste possible sera celle du prolétariat des pays avancés, même s'il n'y a pas de signes que celle-ci soit à l'ordre du jour du probable dans l'horizon visible. Le seul fait que je transfère la question aux perspectives qu'ouvrent potentiellement les luttes des peuples des périphéries constitue pour eux une déviation de la dogmatique marxiste telle qu'ils la comprennent. Ma lecture de Marx est différente ; elle n'est pas celle d'un « marxologue », plus ou moins dogmatique, mais celle d'un militant marxiste et communiste et doit être discutée comme telle. Je renvoie ici à deux écrits récents qui font le point sur cette question : (i) *Popular movements toward Socialism*, MR 2014 ; (ii) *Lire Le Capital, lire les capitalismes historiques* (à paraître).

Note B

Curieuse « communauté internationale » invoquée par les médias dominants à tout propos. Le clergé médiatique domestiqué par le capital financier veut nous fourguer l'idée que celle-ci serait constituée exclusivement par les pays de la triade impérialiste (le G7), flanquée par les trois alliés inconditionnels de l'Otan (Israël, l'Arabie Saoudite et le Qatar !). Tous les autres pays du monde (85 % de la population de la Planète) sont exclus, s'ils ne se rangent pas à

l'avis des premiers. La seule qualité requise pour faire partie de cette « communauté » est de soutenir les interventions de l'Otan. Le critère démocratique invoqué est curieux : l'Arabie Saoudite et le Qatar sont-ils devenus des Républiques démocratiques ? Chacun sait pourtant que ces alliés fidèles sont à l'origine de tous les courants islamistes « salafistes » quel qu'ils soient, y compris ceux ayant fait le choix du terrorisme, lequel n'est un adversaire que lorsqu'il frappe des intérêts occidentaux ou opère sur le sol européen ou étatsunien. Ailleurs il ne mérite pas d'être combattu ; il est soutenu, ouvertement ou sournoisement.